

Etats-Unis : La boule de démolition de Trump

jeudi 30 janvier 2025, par [LA BOTZ Dan](#) (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2025).

Au cours de sa première semaine de mandat, le président Donald Trump a lancé une boule de démolition qui a brisé des institutions, enfreint des lois et semé la pagaille. L'effet est vertigineux.

Pour commencer, Trump a utilisé la grâce présidentielle pour libérer plus de 1 550 personnes impliquées dans l'insurrection du Capitole le 6 janvier 2021, renversant ainsi les décisions du ministère de la Justice et des tribunaux fédéraux. Parmi les personnes libérées figurent deux leaders d'extrême droite, Enrique Tario des Proud Boys et Stewart Rhodes des Oath Keepers, tous deux condamnés pour sédition à des peines de 22 et 18 ans de prison. Ils sont désormais libres d'organiser leurs mouvements fascistes.

Efficacité et suppression des lois contre la discrimination

Trump veut un contrôle total du gouvernement et agit en ce sens. Il a licencié une vingtaine d'inspecteurs généraux indépendants chargés de promouvoir l'économie et l'efficacité et de prévenir les gaspillages, les fraudes et les abus. Dans le même temps, il a créé un ministère de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) dirigé par le milliardaire Elon Musk, afin de moderniser la technologie et de maximiser l'efficacité du gouvernement. Divers groupes de surveillance et syndicats ont intenté une action en justice pour stopper le DOGE.

Trump a également supprimé tous les postes du gouvernement fédéral qui travaillaient sur les programmes de diversité, d'équité, d'inclusion et d'accessibilité (DEIA) destinés à garantir l'équité en matière d'emploi pour tous, quels que soient le genre, la race ou le handicap. Il a qualifié ces programmes de « *radicaux et inutiles* ». Trump a abrogé le décret 11 246, promulgué par le président Lyndon Johnson en 1965 pour mettre fin à la discrimination dans les marchés publics. Il a également annoncé que le gouvernement fédéral ne reconnaissait que deux genres, l'homme et la femme, et que les mois de l'histoire des Noirs et des femmes ne seraient plus célébrés.

Contre les immigrantEs, la santé et les fonctionnaires fédéraux

Trump a déclaré une « *urgence nationale* » à la frontière sud et a envoyé des troupes américaines sur place pour stopper ce qu'il appelle « *l'invasion d'immigrants* ». Il a fermé l'application utilisée pour prendre des rendez-vous en matière d'asile et a annulé 30 000 rendez-vous prévus. Le président a également révoqué la liberté conditionnelle humanitaire temporaire pour 30 000 réfugiés du Nicaragua, du Venezuela, de Cuba, d'Haïti et d'Ukraine qui vivent et travaillent aux États-Unis. Les centaines de milliers d'immigrantEs originaires de nombreux autres pays qui bénéficient d'un statut de protection temporaire, un autre programme accordant un droit de séjour temporaire, sont eux aussi en proie à la peur. La police de l'immigration peut désormais cibler les hôpitaux, les écoles et les églises, ce qui était auparavant interdit. Trump a tenté de mettre fin à la citoyenneté de naissance par décret, mais un tribunal fédéral l'en a empêché en déclarant que son action était inconstitutionnelle.

Le président a ordonné une pause sans précédent de 10 jours de toutes les activités des agences de

santé et de services sociaux telles que les Centers for Disease Control et les National Institutes of Health, interrompant toutes les communications externes ainsi que les publications scientifiques et les conférences. Enfin, Trump a retiré les États-Unis de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

Le conseiller à la sécurité nationale du président Trump, Mike Walz, a demandé à 160 assistants employés au Conseil de sécurité nationale de rentrer chez eux et de ne rien faire jusqu'à ce que la nouvelle administration décide de leur avenir. Vingt fonctionnaires du ministère de la Justice ont également été réaffectés. Trump a reclassé des milliers d'employés fédéraux dans la catégorie « Schedule F », ce qui permet de les licencier plus facilement, et il pourrait retirer la protection de la fonction publique à l'ensemble des 2,5 millions d'employés fédéraux.

Champ libre aux compagnies pétrolières

Tenant sa promesse « Drill baby drill », Trump a déclaré une « *urgence énergétique nationale* », même si les États-Unis produisent plus de pétrole que n'importe quel autre pays. Il ouvre davantage de terres aux compagnies pétrolières pour le forage et la fracturation, même si les lois des États et des municipalités peuvent encore réglementer la production de pétrole. Il annule également toutes les réglementations fédérales visant à prévenir le changement climatique.

En matière de politique étrangère, Trump a changé le nom du golfe du Mexique en golfe d'Amérique, et affirme vouloir reprendre le contrôle du canal de Panama et faire passer le Groenland du statut de pays danois à celui de possession américaine, et il est prêt à envisager le recours à la force militaire pour y parvenir. L'avalanche de décrets et d'actions a eu raison de ses adversaires. Pour l'instant.

Dan La Botz

P.-S.

- Hebdo L'Anticapitaliste - 739 (30/01/2025). Publié le Mercredi 29 janvier 2025 à 18h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/la-boule-de-demolition-de-trump>
- Traduction par la rédaction.